



CONVENTION DE TRAITEMENT DES DECHETS

**Tri des déchets ménagers
recyclables**

**Incinération des déchets
ménagers résiduels et assimilés**

**Compostage des déchets
alimentaires**

**Grenoble-Alpes Métropole/
XXX**

TABLE DES MATIERES

1.	Objet _____	4
2.	Définition des services mis à disposition _____	4
3.	Conditions d'accès aux équipements _____	5
3.1.	Jours et horaires d'ouverture _____	5
3.1.1.	Centre de tri et UIVE à La Tronche _____	5
3.1.2.	Centre de compostage à Murianette _____	6
3.2.	Modalités de pesées _____	6
3.2.1.	Centre de tri et UIVE à La Tronche _____	6
3.2.2.	Centre de compostage à Murianette _____	7
3.2.3.	Logiciel de pesée _____	7
3.3.	Nature des déchets _____	7
3.3.1.	Centre de tri et UIVE à La Tronche _____	7
3.3.2.	Centre de compostage à Murianette _____	8
3.4.	Réception des déchets et contrôle qualité _____	9
3.4.1.	Réception des déchets et contrôle qualité _____	9
3.4.2.	Caractérisation des déchets ménagers recyclables au centre de tri _____	10
3.4.3.	Réception des DASRI à l'UIVE _____	10
3.5.	Quantité des déchets apportés _____	11
3.5.1.	Centre de tri et centre de compostage _____	11
3.5.2.	UIVE _____	12
	→ Engagement ferme _____	13
	→ Engagement flexible _____	14
3.5.3.	Non-respect des quantités _____	15
3.6.	Modalités d'apports _____	15
4.	Conditions financières _____	16
4.1.	Tarifs _____	16
4.1.1.	Conditions générales _____	16
4.1.2.	Conditions particulières au centre de tri _____	16
4.2.	Modalités de variation des prix _____	17
4.2.1.	Révision des prix pour le centre de tri et le centre de compostage _____	17
4.2.2.	Révision des prix pour l'UIVE _____	18
4.3.	Modalités de facturation _____	18
4.3.1.	Pour le centre de tri _____	18
4.3.2.	Pour l'UIVE _____	18
4.3.3.	Pour le centre de compostage _____	19
4.4.	Pénalités _____	19
4.4.1.	Non-respect du seuil d'apport minimum à l'UIVE (hors refus de tri) _____	19
4.4.2.	Non-respect des apports attendus à l'UIVE _____	19
4.5.	Référents _____	19
5.	Responsabilités _____	19
6.	Durée _____	20
7.	Avenant _____	20
8.	Conditions de résiliation _____	20
9.	Litige _____	20
10.	Annexes _____	21

Entre les soussignés :

Grenoble-Alpes Métropole, sise bâtiment « le Forum », 3 rue Malakoff, CS 50053, 38031 GRENOBLE Cedex 01, représentée par son Président en exercice, Monsieur Christophe FERRARI, habilité par délibération du Conseil Métropolitain du _____,

Propriétaire des installations,

Ci-après désignée la Métropole

D'une part

Et :

Le contractant _____,

dont le siège social est sis _____

N° de SIRET _____

représenté par _____

Ci-après désigné le contractant

D'autre part

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

Grenoble-Alpes Métropole est propriétaire d'une usine d'incinération et de valorisation énergétique (UIVE) et d'un centre de tri situés sur le site ATHANOR à La Tronche et d'un centre de compostage situé sur la commune de Murianette.

A compter du 1^{er} mai 2020, l'exploitation des installations situées sur le site ATHANOR est assurée dans le cadre de marchés publics en groupements de commandes avec six collectivités du Sud Isère représentant 740 000 habitants (la Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais, la Communauté de communes du Grésivaudan, la Communauté de communes du Trièves, la Communauté de communes de l'Oisans, la Communauté de communes de la Matheysine ainsi que Saint Marcellin Vercors Isère Communauté uniquement pour le centre de tri). Grenoble-Alpes Métropole est le coordonnateur de ces groupements.

La capacité des installations est supérieure aux besoins de la Métropole et des six collectivités du Sud Isère.

C'est pourquoi les groupements de commandes du Sud Isère et Grenoble-Alpes Métropole décident de mettre à disposition du contractant leurs services et équipements de traitement des déchets ménagers et assimilés sur le site ATHANOR. La Métropole met également son installation de compostage à Murianette à disposition du contractant.

1. Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités relatives à l'apport de déchets, par le contractant, au centre de traitement et de valorisation des déchets dont la Métropole est propriétaire sur le site ATHANOR à La Tronche et/ou sur le site de compostage à Murianette, ainsi que les conditions financières de rémunération des frais de gestion des services mis à disposition.

2. Définition des services mis à disposition

Au vu de leur capacité, les installations de traitement mis à disposition par les groupements de commandes du Sud Isère et Grenoble-Alpes Métropole ne pourront accueillir les déchets que dans la mesure où le type de déchets, le rythme des apports peuvent le permettre. C'est la raison pour laquelle le traitement des déchets pourra ou non être garanti.

Les services mis à disposition sont :

- *Pour le centre de tri*
 - la réception, le contrôle et le pesage des déchets recyclables ;
 - le contrôle de la qualité et la caractérisation des déchets réceptionnés ;
 - le tri des déchets réceptionnés selon les standards définis par les éco-organismes et les filières de recyclage ;
 - la traçabilité et le conditionnement des produits recyclables triés et l'organisation avec les repreneurs de matériaux de la logistique d'expédition vers les filières de recyclage ;
 - le transfert des refus de tri vers l'UIVE.

▪ *Pour l'UIVE*

- la réception, le contrôle et le pesage des déchets ;
- la prise en charge et le lavage des bacs de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) le cas échéant ;
- le traitement par incinération des déchets réceptionnés ;
- la valorisation de l'énergie et des sous-produits contenus dans les déchets (chaleur, électricité, métaux, mâchefers) ;
- l'épuration des fumées résultant de la combustion avant rejet ;
- l'évacuation des cendres, résidus d'épuration des fumées et mâchefers non valorisables vers des centres de traitement et stockage adaptés à la nature des déchets ou tout autre mode de traitement conforme à la réglementation.

▪ *Pour le centre de compostage*

- la réception, le contrôle et le pesage des déchets ;
- le tri des déchets indésirables ;
- le compostage de la fraction fermentescible ;
- la valorisation du compost localement ;
- le transfert et le traitement des refus à l'UIVE.

Les services mis à disposition du contractant, dans le cadre de la présente convention, concernent (préciser) :

- ☐ le centre de tri
- ☐ l'UIVE
- ☐ l'UIVE, uniquement pour le traitement des refus de tri
- ☐ le centre de compostage

3. Conditions d'accès aux équipements

3.1. Jours et horaires d'ouverture

Les véhicules assurant le transport des collectes seront équipés de badges permettant l'accès aux sites.

3.1.1. Centre de tri et UIVE à La Tronche

Au centre de tri, les livraisons pourront avoir lieu du lundi au vendredi entre 6 heures et 19 heures.

À l'UIVE, les livraisons pourront avoir lieu du lundi au samedi entre 5 heures et 21 heures.

Pour les chargements nécessitant éventuellement une pesée manuelle, les horaires d'ouverture du poste de pesage en entrée du site ATHANOR sont :

- du lundi au vendredi de 6 heures à 19 heures (17 heures pour les DASRI) ;
- le samedi de 6 heures à 11 heures.

En cas de saturation des quais de déchargement, la Métropole pourra imposer au contractant un accès aux équipements sur des plages horaires autres que celles normalement utilisées pour le dépôtage des déchets collectés sur son territoire et celui des autres collectivités du groupement de commandes.

3.1.2. Centre de compostage à Murianette

Le centre de compostage peut réceptionner les déchets alimentaires :

- du lundi au jeudi de 6 heures à 19 heures ;
- le vendredi de 6 heures à 18 heures.

Ces horaires sont susceptibles de varier. L'exploitant en informera le contractant en temps utile.

3.2. Modalités de pesées

3.2.1. Centre de tri et UIVE à La Tronche

Deux ponts-basculés reliés à un réseau informatique assurent l'un l'entrée et l'autre la sortie. Ces fonctions sont interchangeables et il est possible de n'utiliser qu'un seul pont-basculé en cas de maintenance.

Ces ponts sont contrôlés et étalonnés chaque année. La Métropole tient à disposition du contractant les certificats d'étalonnage.

Le badge qui sera remis au contractant permet son identification, la provenance et la nature du chargement. Une double pesée « entrée/sortie » sera effectuée, avec délivrance d'un ticket à la sortie spécifiant entre autres :

- la provenance des déchets ;
- leur nature ;
- la date ;
- le poids brut et net ainsi que la tare.

Le pont d'entrée est de plus muni d'un système de détection de la radioactivité. En cas de détection de radioactivité d'un chargement, après confirmation de celle-ci lors d'un second passage, le chargement concerné sera refusé. Il sera demandé au chauffeur de stationner le véhicule dans une zone d'isolement prévue à cet effet. Le contractant en sera immédiatement informé par téléphone.

Si le véhicule ne peut être laissé en décroissance sur le site le temps nécessaire à ce que la radioactivité de son chargement retrouve un niveau proche du bruit de fond, il devra être fait appel à l'intervention d'une société spécialisée pour l'extraction du(es) déchet(s) responsable(s) de la détection. Le contractant pourra décider de faire son affaire dans le strict respect de la réglementation et des procédures du site de l'organisation de cette intervention. Il pourra aussi la confier à la Métropole, auquel cas il se verra appliquer le coût de gestion spécifié en annexe 1. En tout état de cause, il devra mettre à disposition le personnel nécessaire à la manœuvre de son véhicule, ainsi qu'un camion amplioroll lors de l'intervention. La présence d'un agent de la Métropole est indispensable le jour de l'opération. Le contractant ne pourra en aucun cas intervenir lui-même, ni évacuer le véhicule tant que celui-ci est radioactif.

Si à l'issue de cette intervention, le recours à l'ANDRA¹ pour l'évacuation du(es) déchet(s) identifié(s) est nécessaire, le contractant devra en concertation avec la Métropole se charger de la gestion technique de l'évacuation dans les meilleurs délais afin de limiter au maximum le délai de stockage du(es) déchet(s) concerné(s) sur le site d'ATHANOR et prendra en charge financièrement la procédure.

¹ Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

3.2.2. Centre de compostage à Murianette

Les modalités de pesées au centre de compostage sont identiques à celle d'ATHANOR, excepté qu'elles sont réalisées sur un seul pont-basculé qui gère de ce fait les entrées et sorties. Ce pont n'est à ce jour pas doté de système de détection de radioactivité.

3.2.3. Logiciel de pesée

Le contractant se verra attribué un compte d'accès au logiciel de pesée. Pour les apports faits le mois m , l'historisation des données de pesées est réalisée par la Métropole au plus tard entre 5 et 7 jours ouvrés après le début du mois $m+1$. Il est donc demandé aux apporteurs de vérifier les données dans le logiciel au fur et à mesure des apports et d'émettre des alertes en cas d'anomalies afin que celles-ci puissent être corrigées. En effet, une fois historisées, les données ne sont plus modifiables dans le logiciel et constituent la base de la facturation. En tout état de cause, le contractant s'engage à communiquer ses éventuelles alertes relatives aux apports du mois m au plus tard le 3^{ème} jour ouvré du mois $m+1$.

3.3. Nature des déchets

3.3.1. Centre de tri et UIVE à La Tronche

Conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation d'exploiter n° 2011-292-0026 du 19 octobre 2011, les déchets acceptés sur le site sont :

■ *Pour le centre de tri*

- les déchets ménagers recyclables collectés séparément en flux multi-matériaux (papiers et emballages dans le cadre de l'extension de consignes, hors flux développement), en vrac ;
- les déchets d'emballages ménagers collectés séparément dans le cadre de l'extension des consignes de tri, hors flux développement, en vrac ;
- les déchets non-fibreux collectés séparément dans le cadre de l'extension des consignes de tri, hors flux développement, en vrac.

Ces déchets ne devront pas dépasser un taux de refus de 45 %.

S'il est constaté au moment de la livraison d'un chargement que la qualité n'est pas conforme à ces attentes, les mesures suivantes seront prises :

- isolement du chargement non-conforme ;
- établissement d'un constat et information du contractant ;
- refus de prise en charge possible avec retour du chargement au contractant à la charge de celui-ci ou déclassement du chargement en vue de son incinération dans l'UIVE voisine.

En cas de tonnage déclassé, le contractant se verra appliquer pour ce tonnage, le coût spécifié en annexe 1.

■ *À l'UIVE*

- les déchets ménagers et assimilés non dangereux ;
- les déchets des ménages ;
- les déchets des activités commerciales et industrielles assimilés à des déchets ménagers ;
- les déchets incinérables provenant des centres de tri de déchets issus de la collecte sélective des déchets ménagers et assimilés (refus de tri) ;
- les déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) et assimilés.

Les déchets autorisés à être incinérés proviennent prioritairement du territoire de Grenoble-Alpes Métropole et des autres collectivités du département de l'Isère, voire de départements limitrophes, dans le respect des orientations fixées par les plans départemental et régional de prévention et de gestion des déchets de l'Isère et de Rhône-Alpes en vigueur.

Le contractant devra préciser la nature et la provenance des déchets apportés en remplissant la fiche d'identification des déchets de l'exploitant jointe en annexe 2. La Métropole et l'exploitant se réservent le droit de refuser des déchets si leur nature et/ou leur provenance ne répondent pas aux caractéristiques de l'équipement ou aux dispositions réglementaires (sauf en cas d'autorisation préfectorale).

▪ *Déchets interdits*

La liste des déchets interdits est précisée à l'annexe 3.

S'il est constaté au moment de la livraison d'un chargement que la qualité n'est pas conforme à ces attentes, les mesures suivantes seront prises :

- isolement du chargement non-conforme ;
- établissement d'un constat et information du contractant ;
- refus de prise en charge possible avec retour du chargement au contractant à la charge de celui-ci.

3.3.2. *Centre de compostage à Murianette*

▪ *Déchets alimentaires*

Les déchets admissibles pour le compostage sont les déchets alimentaires collectés en vrac ou en sacs 100 % compostables (normes NF T 51-800 / OK Compost Home ou NF EN 13432 / OK Compost).

Il s'agit notamment :

- des produits de préparation des repas ;
- des restes de repas ;
- des produits alimentaires périmés sans emballage ;
- de marc de café avec ou sans filtre en papier ;
- de thé en sachets ou en vrac.

Ces déchets ne devront pas dépasser un taux de refus compris entre 2 et 6 %.

Sont notamment interdits :

- les résidus et textiles « sanitaires » : essuie-touts et mouchoirs, couches culottes, protections hygiéniques, pansements et gaze...
- les papiers et cartons d'emballages, les feuilles de journal...
- les coquillages ;
- les plastiques et films d'emballages : barquettes, blisters, capsules de café, vaisselle jetable...
- les sacs plastiques autres que ceux distribués pour la collecte de ces déchets (cf. ci-dessus) ;
- les bouchons (liège, plastique, métal) ;
- les métaux : capsules de café, boîtes de conserve, cannettes, couverts et éplucheurs à légumes...
- les inertes : verre d'emballages et de table, assiettes...

▪ *Broyat de déchets verts*

Les déchets végétaux admissibles dans l'installation sont les déchets composés de branchages, tailles de haies, feuilles et tontes, codifiés 19 05 01 « fraction non compostée des déchets municipaux et assimilés » et broyés mécaniquement. Le calibrage du broyat doit respecter les dimensions suivantes :

	Dimension idéale requis	Dimension maximale pouvant être acceptée
Diamètre	3 cm	5 cm
Longueur	20 cm	30 cm

S'il est constaté au moment de la livraison d'un chargement que la qualité des déchets alimentaires ou du broyat n'est pas conforme à ces attentes, les mesures suivantes seront prises :

- isolement du chargement non-conforme ;
- établissement d'un constat et information du contractant ;
- refus de prise en charge possible avec retour du chargement au contractant à la charge de celui-ci ou déclassement avec rechargement, transfert et incinération à l'UIVE ATHANOR, également à la charge du contractant (cf. coût en annexe 1).

3.4. Réception des déchets et contrôle qualité

3.4.1. Réception des déchets et contrôle qualité

L'apport se fera aux frais du contractant par un camion équipé d'un dispositif de levage évitant toute intervention manuelle pour le déchargement en fosse des déchets (ATHANOR) ou sur la dalle de réception (centre de compostage).

Les conditions de circulation sur le site ainsi que les modalités de dépotage doivent respecter les conditions du « protocole de sécurité transport » pour le site d'ATHANOR et/ou le centre de compostage.

Si l'apport est réalisé par le(s) sous-traitant(s) du contractant, celui(ceux)-ci devra(ont) impérativement avoir préalablement pris connaissance de ce protocole et l'avoir signé.

Une fois identifié et enregistré, le véhicule de collecte s'oriente vers le quai qui lui aura été indiqué.

Le personnel de quai contrôle visuellement la nature des déchets déchargés. Si les déchets ne sont pas conformes, le véhicule est identifié. Les déchets sont isolés et peuvent être refusés ou éventuellement déclassés pour suivre la filière de traitement appropriée (cf. article 3.3.).

Si les déchets sont conformes, ils sont repris et mélangés avec l'ensemble des déchets contenus dans la fosse ou sur la dalle de réception et traités.

En cas d'apports non-conformes répétés dans l'une ou l'autre des installations de traitement des déchets, Grenoble-Alpes Métropole se réserve le droit de refuser temporairement l'accueil des déchets. En ultime recours, la collectivité peut décider de mettre fin à la présente convention (inexécution par le contractant de ses obligations contractuelles, cf. article 8).

3.4.2. Caractérisation des déchets ménagers recyclables au centre de tri

La caractérisation permet le suivi qualitatif de la collecte sélective et la ventilation des tonnes de matériaux entre les différents apporteurs ou différents types de flux que reçoit le centre de tri.

La caractérisation des déchets ménagers recyclables réceptionnés est réalisée selon la norme AFNOR XP X 30-437, où sont définis le nombre de caractérisations, le plan de prélèvements, le matériel nécessaire et le rapport d'échantillonnage. Il sera appliqué au contractant pour chaque caractérisation réalisée le tarif spécifique précisé à l'annexe 1.

Toutefois, si le tonnage du flux entrant est faible, il pourra être convenu avec le contractant de limiter le nombre de caractérisations à un prélèvement mensuel ou trimestriel.

Les résultats de la caractérisation définissent la clé de répartition de chaque matière dans les collectes. Cette clé de répartition est appliquée sur l'ensemble des flux reçus et détermine les flux à adresser aux repreneurs par apporteur. La recette de valorisation des matériaux pourra être perçue par l'apporteur ou la Métropole si celui-ci ne dispose pas de contrats de reprise.

Les véhicules dont le chargement doit faire l'objet d'un prélèvement sont accueillis par un agent sur le quai de déchargement ; le chauffeur doit alors suivre les consignes de déchargement qui lui sont données par celui-ci.

Le tri pour la caractérisation se déroule ensuite sur un équipement spécifique dans une salle dédiée.

3.4.3. Réception des DASRI à l'UIVE

Pour l'apport de DASRI, un essai préalable de la compatibilité des bacs utilisés par le contractant avec le système de levage et de nettoyage de l'installation aura été réalisé avant tout conventionnement.

Ces apports doivent respecter les conditions techniques suivantes :

- une fiche d'identification des déchets (cf. annexe 2) devra être renseignée par l'apporteur et validée par l'exploitant préalablement ;
- seuls les déchets de codes suivants seront acceptés : 18 01 01 – 18 01 03 – 18 01 04 – 18 01 07 – 18 01 09 – 18 02 01 – 18 02 02 – 18 02 03 – 18 02 06 – 18 02 08 ;
- l'apporteur devra préalablement être enregistré dans le logiciel de suivi ;
- les bacs vides devront être recupérés sous 48h, voire sous 24h en cas de livraison quotidienne afin de libérer les zones de stockage ;
- les chauffeurs devront être en capacité d'appliquer la procédure d'enregistrement des bacs affichée à l'entrée du bâtiment DASRI. Ainsi, il conviendra de privilégier des chauffeurs déjà initiés ;
- les chauffeurs devront contrôler l'absence de détection de radioactivité lors du passage des bacs sous le portique à l'entrée du bâtiment DASRI. En cas de détection, ils devront alerter l'agent responsable des déchets hospitaliers sur place, ou la salle de contrôle (numéro disponible sur le protocole de sécurité transport et à l'entrée du site) ;
- les bacs livrés devront être fermés et équipés d'oreilles de levage ou de rail à fourche compatible avec le système de bascule de l'installation ;
- les bacs de capacité inférieure ou égale à 660 litres ne pourront pas être acceptés ;
- les bacs d'une capacité de 660 litres, de faible hauteur et équipés à la fois de passages de fourches et de tourillons ne sont pas non plus acceptés ;
- les bacs non fermés (moins d'une grenouillère fermée), présentant une fuite apparente ou des oreilles cassées ne seront pas acceptés ;

- aucun transvasement de bac n'est autorisé sur site ;
- les bacs devront être conformes en tout point au transport DASRI et le chauffeur devra fournir les bordereaux de suivi des déchets (BSD) correspondants aux bacs livrés ;
- l'apporteur reste responsable de ses déchets. En cas de détection de radioactivité anormale, l'exploitant appliquera sa procédure interne.

A la réception de DASRI sur le site, toute non-conformité concernant l'état des conteneurs : bac en mauvais état, non étanche, souillé, dont le système de levage est endommagé, radioactif, sans code-barres, etc., fera l'objet des mesures suivantes :

- isolement du bac non-conforme ;
- établissement d'un constat et information du contractant ;
- refus de prise en charge possible avec retour du bac au contractant, à la charge de celui-ci.

3.5. Quantité des déchets apportés

3.5.1. Centre de tri et centre de compostage

La Métropole s'engage, par cette convention, à accueillir un tonnage prédéfini de déchets du contractant qu'elle ne pourra refuser, excepté en cas d'arrêt durable et imprévisible des installations où les parties se rencontreront pour définir ensemble une solution alternative.

▪ Au centre de tri

Le contractant s'engage, par cette convention, à amener sur la filière de tri de la Métropole un tonnage de déchets ménagers recyclables estimé à _____ tonnes par an, correspondant à un apport moyen hebdomadaire de _____ tonnes.

Nature et provenance des déchets (préciser les quantités estimées par type de déchets apportés et département d'origine) :

☐ déchets multi-matériaux (emballages et papiers) collectés séparément ; les recettes de vente des matériaux étant laissées au bénéfice du contractant : _____ tonnes

Provenance :

☐ déchets d'emballages ménagers collectés séparément ; les recettes de vente des matériaux étant laissées au bénéfice du contractant : _____ tonnes

Provenance :

☐ déchets non-fibreux ; les recettes de vente des matériaux étant laissées au bénéfice du contractant : _____ tonnes

Provenance :

☐ déchets ménagers recyclables, quel que soit le type de collecte ; les recettes de vente des matériaux étant laissées au bénéfice de la Métropole : _____ tonnes

Provenance :

- *Au centre de compostage*

Le contractant s'engage, par cette convention, à amener sur la filière de compostage de la Métropole un tonnage de déchets estimé à _____ tonnes par an, correspondant à un apport moyen hebdomadaire de _____ tonnes.

Nature et provenance des déchets (préciser les quantités estimées par type de déchets apportés et département d'origine) :

☐ déchets alimentaires : _____ tonnes

Provenance :

☐ broyat de déchets verts : _____ tonnes

Provenance :

3.5.2. UIVE

- *Seuil d'apport minimum à l'UIVE*

Le contractant s'engage à livrer plus de **50 tonnes de déchets par mois**, hors refus de tri et DASRI. Pour ce qui concerne les DASRI, le seuil minimal est de **1 tonne/mois**.

Le non-respect de cette clause entraînera l'application de pénalités définies à l'article 4.4.1.

- *Choix du type d'engagement du contractant*

Pour le traitement des déchets à l'UIVE, les tonnages de certains apporteurs ne pourront être traités sur le site que de façon limitée et dans certaines conditions, du fait par exemple de la nature de certains déchets, notamment à fort PCI, du rythme d'apport qui entraînerait une surcharge de l'installation ou encore d'arrêts des équipements. Pour ces apporteurs, une convention pourra être signée mais le rythme d'apport et la quantité traitée devront être flexibles.

Deux types d'engagement sont donc proposés avec des tarifs spécifiques :

- l'engagement ferme pour lequel les quantités annuelles fixées dans la convention seront traitées sur l'installation ;
- l'engagement flexible pour lequel une partie des quantités pourra ne pas être accueillie.

Ces dispositifs sont cumulatifs entre eux : le choix de l'un n'exclut pas le choix de l'autre.

Dans le cadre d'un engagement ferme ou flexible, le contractant s'engage à transmettre à la Métropole :

- au plus tard au mois de janvier de l'année $n+1$, le cas échéant, le détail par collectivité collectée, des tonnages mensuels traités dans le cadre de la présente convention à ATHANOR, l'année n ;
- au plus tard avant le 28 février de l'année $n+1$, le détail par type de déchets et département d'origine, des tonnages annuels traités dans le cadre de la présente convention à ATHANOR, l'année n .

→ Engagement ferme

La Métropole s'engage, par cette convention, à accueillir un tonnage de déchets prédéfini par le contractant qu'elle ne pourra refuser. Le contractant s'engage, par cette convention, à apporter sur l'installation ce tonnage.

Toutefois, il pourra être demandé au contractant de suspendre les livraisons à l'UIVE pendant les périodes d'arrêts techniques annuels, habituellement d'une durée de 3 semaines pour chacun des 3 fours (et qui se déroulent généralement en mars/avril, juin et septembre/octobre), ainsi que pendant l'arrêt complet de l'installation (ci-après désigné « arrêt usine »), d'une semaine environ (en septembre/octobre), généralement les années paires. La réception des DASRI sera maintenue lors des arrêts techniques annuels, mais suspendue pendant les arrêts usine. Le calendrier prévisionnel de ces arrêts sera communiqué dans un délai de 2 mois avant le premier arrêt de l'année en cours (en début d'année).

Au titre de la présente convention, la Métropole s'engage à accueillir et le contractant à apporter, sur toute la durée de la convention, un tonnage garanti de déchets, T_{ferme} , fixé d'un commun accord à _____ tonnes par an.

Sur cette base, l'apport hebdomadaire du contractant est calculé en divisant le tonnage garanti par le nombre de semaines de l'année civile, déduction faite des arrêts techniques annuels et de l'arrêt usine le cas échéant. En cas d'année incomplète, le calcul se fait au prorata du nombre de semaines restantes, déduction faite des arrêts techniques annuels et de l'arrêt usine le cas échéant.

En pratique, tout apport au-delà de ce tonnage hebdomadaire est facturé au prix de l'engagement flexible. Toutefois, des pénalités seront appliquées à tout apport livré en excès (cf. § 4.4.2).

Le tonnage fixé pourra être revu annuellement ou en cours d'année. Le contractant en fera la demande à la Métropole qui validera par courrier recommandé avec accusé de réception les nouvelles valeurs fixées au vu de l'ensemble des apports, toutes conventions d'apport confondues. Au vu de la demande de révision du tonnage par le contractant, la Métropole se réserve le droit, afin d'optimiser le vide de capacité de l'installation, de négocier les volumes faisant l'objet de la demande, voire de les refuser.

Enfin, dans la mesure où les engagements flexibles doivent constituer *a minima* 50 % du tonnage total de la présente convention passée par la Métropole avec l'ensemble des tiers pour l'incinération de leurs déchets, quel que soit le type d'engagement contractualisé, la métropole pourra refuser que certains tonnages entrent dans le cadre de l'engagement ferme.

Nature et provenance des déchets (préciser les quantités estimées par type de déchets apportés et département d'origine) :

☐ ordures ménagères résiduelles : _____ tonnes

Provenance :

☐ refus de tri de collectes sélectives : _____ tonnes

Provenance :

☐ refus de tri de compostage ou méthanisation : _____ tonnes

Provenance :

☐ déchets d'activités économiques (DAE) : _____ tonnes

Provenance :

☐ déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) : _____ tonnes

Provenance :

→ *Engagement flexible*

La Métropole se réserve la possibilité, compte tenu de la capacité de l'installation et de sa disponibilité sur une période donnée, de ne pas accueillir tout ou partie des tonnages du contractant. Le contractant s'engage alors à restreindre ou stopper ses apports en conséquence.

Le contractant estime le tonnage faisant l'objet d'un engagement flexible, T_{flex} , à _____ tonnes par an et sera en mesure dans ce cadre de réaliser un apport hebdomadaire pouvant aller jusqu'à _____ tonnes.

Nature et provenance des déchets (préciser les quantités estimées par type de déchets apportés et département d'origine) :

☐ ordures ménagères résiduelles : _____ tonnes

Provenance :

☐ résidus d'encombrants incinérables (uniquement pour le compte d'un des membres du groupement de commandes Sud Isère) : _____ tonnes

Producteur :

☐ refus de tri de collecte sélective : _____ tonnes

Provenance :

☐ refus de tri de compostage ou méthanisation : _____ tonnes

Provenance :

☐ déchets d'activités économiques (DAE) : _____ tonnes

Provenance :

☐ déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) : _____ tonnes

Provenance :

▪ *Dépannage exceptionnel pour le traitement de DASRI*

On entend par dépannage toute demande de traitement de DASRI qui nécessite une réponse dans un laps de temps restreint et réclamant la mise en œuvre de moyens supplémentaires.

Les clauses du paragraphe « Seuil d'apport minimum à l'UIVE » ne s'appliquent pas dans ce cadre.

Le contractant estime le tonnage faisant l'objet d'un dépannage dans le cadre de cette convention à _____ tonnes sur la période du _____ au _____.

Département(s) d'origine des déchets :

En complément des modalités spécifiques précisées au paragraphe 3.4.3., ces apports doivent respecter les conditions techniques suivantes :

- les livraisons devront avoir lieu selon un programme établi et convenu à l'avance ;
- une fiche d'identification des déchets (cf. annexe 2) devra être renseignée par l'apporteur avec un groupement de producteurs et validée par l'exploitant préalablement ;
- un seul BSD sera fourni par livraison pour faciliter l'enregistrement et le suivi du dépannage ;
- le nombre de bacs présents sur site ne pourra pas excéder 70 (pleins + vides) ;
- la capacité totale de traitement en dépannage ne pourra excéder 64 bacs/jour.

Les modalités pratiques de traitement de ces DASRI seront définies d'un commun accord entre les parties. Un coût spécifique de traitement de ces DASRI en situation de dépannage sera appliqué (cf. annexe 1).

3.5.3. *Non-respect des quantités*

En cas d'apports livrés en excès de façon répétée (au-delà de 40% des apports attendus sur un mois), dans l'une ou l'autre des installations de traitement des déchets, Grenoble-Alpes Métropole se réserve le droit de refuser temporairement au contractant l'accueil de ses déchets.

En cas d'apports non livrés ou partiellement livrés de façon récurrente (en-deçà de 10% des apports attendus sur un mois), les parties se rencontreront à bref échéance pour redéfinir ensemble les tonnages contractualisés.

En ultime recours, la collectivité peut décider de mettre fin à la présente convention (inexécution par le contractant de ses obligations contractuelles (cf. article 8).

3.6. Modalités d'apports

Le contractant et la Métropole conviendront ensemble des modalités d'apports.

Notamment dans le cadre d'un engagement ferme ou d'un dépannage exceptionnel pour le traitement de DASRI, un planning prévisionnel sera établi entre la Métropole et le contractant avant le début de la prestation.

Dans le cadre d'un engagement flexible, ce programme sera ajusté par la Métropole ou l'exploitant généralement le mardi de la semaine S , pour les apports hebdomadaires t_{flex} de la semaine $S+1$ en fonction des aléas d'exploitation. En cas de circonstances exceptionnelles (incident technique rendant impossible le fonctionnement normal des installations), il pourra être demandé au contractant, dans un délai de 24h, de suspendre ses apports. Les véhicules se présentant alors qu'ils n'y sont pas autorisés seront systématiquement refusés. La Métropole informera le contractant de la reprise possible des apports au plus tôt.

Sauf indication contraire, le volume des apports hebdomadaires est à lisser sur les jours ouvrés de la semaine.

Le contractant s'engage à respecter les règles d'accès, de fonctionnement et d'utilisation des équipements mis à disposition ainsi que celles relatives aux quantités de déchets admis et à leurs caractéristiques.

Il est rappelé que le contractant assure sous sa responsabilité et à ses frais le transport et la livraison de ses déchets jusqu'au site de traitement ATHANOR ou au centre de compostage.

Le contractant est réputé avoir pris connaissance de l'intégralité des informations définies ci-dessus. Il lui appartiendra ensuite d'en informer son(ses) éventuel(s) sous-traitant(s).

4. Conditions financières

4.1. Tarifs

4.1.1. Conditions générales

Les tarifs applicables pour la facturation sont ceux délibérés par le conseil métropolitain en date du _____ et présentés en annexe 1. Ils sont révisés mensuellement, conformément aux formules de révision précisées à l'article 4.2.

Ces tarifs sont hors taxes diverses et hors Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP). Il sera fait application des taux de TVA, de la taxe communale et de la TGAP en vigueur le cas échéant.

Le conseil métropolitain pourra être amené à modifier sensiblement les tarifs proposés dans la mesure où des travaux importants seraient programmés (travaux de reconstruction des équipements et/ou GER du fait d'une nouvelle réglementation) ou toutes raisons liées aux conditions d'exploitation. Dans ce cas, de nouveaux tarifs seront délibérés en conseil métropolitain et constitueront une nouvelle annexe 1. Celle-ci sera actualisée par avenant.

4.1.2. Conditions particulières au centre de tri

- *Facturation des caractérisations*

Les coûts unitaires de traitement au centre de tri ne comprennent pas la réalisation des caractérisations des déchets réceptionnés. Ce coût sera appliqué en sus. Le prix unitaire pour la réalisation d'une caractérisation est précisé en annexe 1.

- *Facturation du traitement des refus de tri*

Les coûts unitaires de traitement au centre de tri ne comprennent pas le transfert et l'incinération des refus de tri à l'UIVE voisine. Ces coûts seront appliqués en sus. Le prix de traitement des refus de tri est précisé en annexe 1.

- *Facturation des déclassements*

Les déclassements éventuels de déchets ménagers recyclables au centre de tri ou de déchets réceptionnés au centre de compostage, compte tenu d'un écart constaté à la qualité attendue (cf. article 3.3.), font l'objet de prix spécifiques précisés en annexe 1.

- *Recettes de la vente des matériaux*

Le contractant s'engage à transmettre mensuellement à la Métropole le montant des recettes perçues des repreneurs pour la vente de ses matériaux et les tonnages concernés. La Métropole s'engage à transmettre tout document dont le contractant aurait besoin pour la valorisation de ses matériaux.

- *Recettes de la vente des matériaux laissées au bénéfice de la Métropole*

Si le contractant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier des recettes de vente des matériaux issus du tri des déchets recyclables qu'il a livrés, il est fait application pour le traitement de ces déchets au centre de tri d'un tarif spécifique précisé en annexe 1.

4.2. Modalités de variation des prix

La révision des prix fixés en annexe 1, sera réalisée selon les formules définies ci-après.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des tarifs délibérés et annexés (cf. annexe 1) ; le mois de la valeur de base indiqué est appelé « mois zéro ».

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs sont effectués avec au maximum trois décimales. Pour chacun de ces calculs, le coefficient de révision est arrondi au 1000^{ème} supérieur.

La révision des prix se fera sur la base des derniers indices définitifs connus au mois m , mois de la facturation des prestations effectuées.

La révision effectuée lors de la facturation mensuelle est considérée comme définitive.

La valeur des indices est publiée notamment par la revue « Le Moniteur » (<https://services.lemoniteur.fr/indices-index>) ou sur le site de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/information/2860814>).

4.2.1. Révision des prix pour le centre de tri et le centre de compostage

Les prix seront révisés mensuellement sur la base des derniers indices connus publiés en ligne au dernier jour ouvré du mois objet de la facturation par application de la formule de variation suivante :

$$Pt, c_m = Pt, c_0 \times \left(0,10 + 0,90 \times \left(0,2 \times \frac{ICHT - IME_m}{ICHT - IME_0} + 0,3 \times \frac{BT40_m}{BT40_0} + 0,4 \times \frac{FSD2_m}{FSD2_0} + 0,1 \times \frac{04510_m}{04510_0} \right) \right)$$

avec :

Pt, c_m :	prix de traitement au centre de tri ou centre de compostage au mois m
Pt, c_0 :	prix de traitement au centre de tri ou centre de compostage au mois 0
$ICHT-IME_m$:	indice « coût horaire, tout salarié, dans les industries mécaniques et électriques » connu au mois m
$ICHT-IME_0$:	indice coût horaire, tout salarié, dans les industries mécaniques et électriques au mois 0
$BT40_m$:	indice « chauffage central » connu au mois m
$BT40_0$:	indice chauffage central au mois 0
$FSD2_m$:	indice « Frais et services divers n°2 » au mois m
$FSD2_0$:	indice Frais et services divers n°2 au mois 0
04510_m :	indice « 04510 Electricité » connu au mois m
04510_0 :	indice « 04510 Electricité » au mois 0.

4.2.2. Révision des prix pour l'UIVE

Les prix seront révisés mensuellement sur la base des derniers indices connus publiés en ligne au dernier jour ouvré du mois objet de la facturation par application de la formule de variation suivante :

$$Pi_m = Pi_0 \times \left(0,10 + 0,90 \times \left(0,2 \times \frac{ICHT - IME_m}{ICHT - IME_0} + 0,3 \times \frac{BT40_m}{BT40_0} + 0,4 \times \frac{FSD2_m}{FSD2_0} + 0,1 \times \frac{TRTP_m}{TRTP_0} \right) \right)$$

avec :

Pi_m :	prix de traitement à l'UIVE au mois m
Pi_0 :	prix de traitement à l'UIVE au mois 0
$ICHT-IME_m$:	indice « coût horaire, tout salarié, dans les industries mécaniques et électriques » connus au mois m
$ICHT-IME_0$:	indice coût horaire, tout salarié, dans les industries mécaniques et électriques au mois 0
$BT40_m$:	indice « chauffage central » connu au mois m
$BT40_0$:	indice chauffage central au mois 0
$FSD2_m$:	indice « Frais et services divers n°2 » connu au mois m
$FSD2_0$:	indice « Frais et services divers n°2 » au mois 0
$TRTP_m$:	indice transport connu au mois m
$TRTP_0$:	indice transport au mois 0

4.3. Modalités de facturation

La Métropole adresse au contractant, au début de chaque mois suivant celui ayant donné lieu à des prestations, une facture présentant l'ensemble des coûts, établi sur la base des tonnages des déchets pesés sur le site du service mis à disposition. Un titre de recette émis à l'appui de cette facture est également transmis.

Le contractant s'engage à régler le montant des factures dans un délai de 30 jours suivants la réception du titre de recettes.

La facture, qu'elle soit mensuelle ou trimestrielle, comporte un détail mensuel des éléments suivants :

4.3.1 Pour le centre de tri

- le total des apports mensuels entrants ;

4.3.2. Pour l'UIVE

- le total des apports mensuels par type d'engagement et pour les DASRI séparément ;
- le total mensuel des refus de tri, le cas échéant (calculé par différence entre les apports de déchets recyclables et les expéditions de matériaux recyclables).

Un bilan annuel des tonnages apportés sur l'année civile sera effectué au cours du mois de janvier de l'année $n+1$ par la Métropole qui vérifiera ainsi le respect des tonnages contractualisés. Pour toute année incomplète, un bilan sera fait sur les mois considérés jusqu'au 31 décembre. En cas de non-respect, il sera fait application du(des) dispositif(s) décrit(s) à l'article 4.4. de la présente convention. La Métropole établira alors une facture correspondant au montant applicable.

4.3.3. Pour le centre de compostage

- le total des apports mensuels.

4.4. Pénalités

4.4.1. Non-respect du seuil d'apport minimum à l'UIVE (hors refus de tri)

Si le tonnage livré hors refus de tri par le contractant ne respecte pas le seuil d'apport minimum requis à l'UIVE, la Métropole appliquera une pénalité sur l'ensemble du tonnage livré sur le mois considéré. Celle-ci sera calculée de la façon suivante :

20 % du tarif appliqué x tonnage livré sur le mois considéré

4.4.2. Non-respect des apports attendus à l'UIVE

Quel(s) que soi(en)t le(s) type(s) d'engagement(s) choisi(s) par le contractant, si le tonnage attendu par l'exploitant est dépassé de plus de 10 %, la Métropole appliquera une pénalité sur le tonnage livré en excès calculée de la façon suivante :

20 % du tarif de l'engagement ferme x tonnage livré en excès

où :

le tonnage livré en excès = le tonnage réellement livré - T_{ferme} - $\sum t_{flex}$ l'année considérée.
et $\sum t_{flex}$ est la somme des tonnages hebdomadaires commandés par l'exploitant dans le cadre de l'engagement flexible sur l'ensemble de l'année. $\sum t_{flex} = 0$ quand le contractant n'a choisi qu'un engagement ferme.

En cas d'année incomplète, T_{ferme} est calculé au *pro rata* du nombre de mois ou de semaines considérés, déduction faite des éventuels arrêts de l'installation (programmés ou non) sur la période.

Cette disposition ne s'applique pas aux apports de DASRI et aux refus de tri.

4.5. Référents

Pour la bonne exécution de la présente convention, des référents chargés du suivi régulier des modalités de mise en œuvre de la présente convention seront désignés par les parties.

Les parties s'informeront mutuellement, dans les plus brefs délais suivants la notification de la présente convention, du nom et des coordonnées de ces référents.

5. Responsabilités

Chaque partie demeure seule responsable à l'égard de l'autre, des tiers et du personnel en cause, sous réserve d'éventuelles actions récursoires dont elle dispose, des dommages pouvant survenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

6. Durée

La présente convention est conclue jusqu'à la fin de l'année civile à compter de sa notification, puis reconductible deux fois un an.

La reconduction du marché est soumise à une décision tacite de la Métropole. La décision de non reconduction doit être notifiée au titulaire au plus tard 3 mois avant la date d'échéance de la présente convention.

7. Avenant

La présente convention ne pourra être modifiée que par un avenant signé entre les parties, à l'exception d'une modification qui ne serait pas substantielle (modification non substantielle de l'engagement d'apport ou d'accueil de tonnages, modification du type de déchets apportés).

8. Conditions de résiliation

Les parties peuvent décider d'un commun accord de mettre fin à la présente convention. La résiliation prend effet à la date décidée d'un commun accord par les parties.

En outre, en cas d'inexécution par l'une des parties de l'une quelconque de ses obligations contractuelles, la présente convention pourra, être résiliée par l'autre partie, sans indemnité, par lettre recommandée avec accusé de réception, si la partie concernée n'a pas rempli ses obligations un mois après avoir été mis en demeure de le faire.

Enfin, le contractant pourra mettre fin à cette convention de façon unilatérale, dans la mesure où de nouveaux tarifs seraient délibérés et modifieraient de plus de 5 % le tarif applicable.

Le contractant sera informé de ces nouveaux tarifs 2 mois avant leur application et devra informer la Métropole de son souhait de résilier la convention dans les meilleurs délais. A partir du moment où le contractant a fait part de son souhait de résilier la convention, la résiliation sera effective dès l'application des nouveaux tarifs objet de l'augmentation.

9. Litige

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, une résolution amiable de leur différend préalablement à toute saisine d'une instance juridictionnelle.

Les parties définiront cette procédure amiable d'un commun accord, laquelle devra au minimum comprendre une réunion en présence des référents désignés aux termes de l'article 4.5. de la présente convention, outre le cas échéant toute(s) personne(s) qu'elles désigneront comme conciliateur(s) (expert(s), avocat(s),...

En cas d'échec de la voie amiable, la partie la plus diligente saisira alors le Tribunal administratif de Grenoble dans les conditions de droit commun.

10. Annexes

1. Tarification du traitement des déchets dans les unités de traitement des ordures ménagères et assimilés
2. Fiche d'identification des déchets
3. Critères d'acceptation des déchets à l'usine d'incinération et de valorisation énergétique ATHANOR

Fait en deux exemplaires originaux,

<p>À le</p> <p>Pour le contractant (Nom) (Signature)</p>	<p>À Grenoble, le</p> <p>Pour Grenoble-Alpes Métropole la Directrice prévention, collecte et traitement des déchets, Anne CATLOW</p>
---	---

ANNEXE 1

TARIFICATION DU TRAITEMENT DES DECHETS DANS LES UNITES DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES ET ASSIMILES

Applicable à compter du 1^{er} mai 2022

Les coûts unitaires appliqués sur ces installations sont les suivants :

Tarifs par tonne traitée (€ HT, hors taxe communale et TGAP le cas échéant, valeur janvier 2022)

Centre de tri

Déchets multi-matériaux	205
Déchets d'emballages ménagers	240
Non-fibreux	270
Tri de déchets ménagers recyclables, quel que soit le type de collecte, les recettes de vente des matériaux étant laissées au bénéfice de la Métropole	160
Déclassement	220
Caractérisation	80 €/caractérisation

Usine d'incinération et de valorisation énergétique

Engagement ferme	105
Engagement flexible	100
Refus de la collecte sélective	115
Déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI)	100
	9 €/bac hors dépannage
	23 €/bac dans le cadre d'un dépannage

Centre de compostage

Déchets alimentaires	85
Broyat de déchets verts	15
Déclassement	220

Gestion d'un chargement radioactif (intervention d'une société spécialisée pour la caractérisation, l'isolement et le conditionnement de déchets radioactifs)	3 000 €
--	---------

Ces tarifs ne sont pas applicables en cas de réponse à des appels d'offres publics.